

PROJET CILSS/DIAPER II
ANIMATION LOCALE BASEE A BAMAKO

-*-*-**-*-**-*-**-*-**-

RAPPORT SEMESTRIEL

MALI & MAURITANIE

-*-*-**-*-**-*-**-*-**-

MAI 1991 - OCTOBRE 1991

DIAPER/ALB/003/R/1991

OCTOBRE 1991

PROJET /CILSS DIAPER II
ANIMATION LOCALE BASEE A BAMAKO

RAPPORT SEMESTRIEL MALI-MAURITANIE

---MAI - OCTOBRE 1991---

DIAPER /ALB/D003/R/1991

OCTOBRE 1991

S O M M A I R E

1 ANIMATION LOCALE

(1) Rappel du Programme de l'Animation.

- 1.1 Activités de l'Animation
- 1.2 Budget et Exécution Budgétaire au 31-10-1991
- 1.3 Exécution du Budget de l'ALB au 31-10-1991
- 1.4 Problèmes et Contraintes de l'ALB

2 MALI

- 2.1 Rappel du Programme au Mali
- 2.2 Etat d'Exécution du Programme au Mali

SECTEUR CEREALE

- 2.2.1 Enquête Agricole de Conjoncture (AEC)
- 2.2.2 Enquête Pilote de Consommation Céréalière en Milieu Rural
- 2.2.3 Enquête Pilote Perte Céréalière

SECTEUR ELEVAGE

- 2.3.1 Recensement du Cheptel
- 2.3.2 Suivi des Marchés à Bétail
- 2.3.3 Etude d'un Bilan Animalier

2.4 Budget et Etat d'Exécution/Composante Mali au 31-10-1991

- 2.4.1 Mise en Place du Budget
- 2.4.2 Exécution du Budget/Composante Mali
- 2.4.3 Etat des Justificatifs

2.5 Problèmes et Contraintes

2.6 Suivi Alimentaire

3 MAURITANIE

- 3.1 Rappel du Programme
- 3.2 Etat d'Exécution du Programme

SECTEUR CEREALE

- 3.2.1 Enquête-Prévision-Evaluation des Récoltes
- 3.2.2 Opération Pilote
- 3.2.3 Appui/Assistance Divers

SECTEUR ELEVAGE

- 3.3 Budget et Etat d'Exécution/Composante Mauritanie
- 3.3.1 Mise en Place du Budget
- 3.3.2 Etat d'Exécution du Budget
- 3.3.3 Niveau des dépenses Justifiées

3.4 Problèmes et Contraintes

3.5 Suivi Alimentaire

Conclusions et Perspectives

Annexes

1 - ANIMATION LOCALE

(1) Rappel du Programme de l'Animation

Conformément au programme général retenu pour la 4ème année, l'ALB a centré son action sur :

(a) les activités régulières de gestion administrative et financière de l'ALB et le suivi technique, administratif et financier des programmes exécutés par les Composantes Nationales du Mali et de la Mauritanie;

(b) les initiatives et les opérations destinées à conforter les activités d'animation et de coordination en faveur des Composantes;

(c) le suivi et la collecte des informations relatives à la situation alimentaire dans les deux pays;

(d) les appuis ponctuels et l'assistance directe à diverses structures impliquées dans le processus de collecte, traitement et diffusion de l'information;

(e) l'assistance aux différentes interventions externes (mission de l'ECA et structures/organismes connexes, Système CILSS, etc).

1.1 Activités de l'Animation

Au cours de la période écoulée, les programmes exécutés ont permis :

(a) différentes opérations de suivi de portée générale et notamment:

*l'élaboration périodique de rapports et notes sur la situation administrative et financière de l'ALB et des CN et leur soumission à la coordination;

*la tenue de deux réunions de la Composante DIAPER Mali;

*la réalisation de trois missions en Mauritanie pour les besoins de l'ECA et du suivi du programme de la Composante Mauritanie;

*l'organisation du Séminaire Régional CILSS/DIAPER sur la Gestion de l'Information pour la Sécurité Alimentaire tenu du 3 au 5 Juin 1991 à Bamako;

*la poursuite et la consolidation des rapports de l'ALB avec ses partenaires par son assiduité aux différentes manifestations (réunions périodiques du Système d'Alerte Précoce (SAP), la Commission Nationale de Suivi de la Commercialisation, du Système d'Information sur le Marché

Céréaliier (SIM), du Comité Technique National sur le Recensement du Cheptel) et les visites périodiques aux membres et organes du PRMC.

(b) de soutenir, participer et /ou effectuer certaines actions spécifiques dont :

* le déroulement de la 2ème phase de l'enquête recensement du Cheptel au Mali, (préparation et lancement officiel de l'opération par le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Environnement);

*les réunions du Groupe de Travail Pluri-disciplinaire de suivi des cultures et pâturages (Mali);

*la participation dans le Groupe Institut du Sahel à la réflexion qui porte sur l'élaboration d'un plan de redressement et de relance du Système CILSS;

*la visite du dispositif de l'Enquête Agricole dans les bureaux régionaux du Service des Statistiques Agricoles de Mauritanie (Gorgol, Brakna et Trarza);

*les missions Alain Brilleau de l'ECA au Mali (Septembre, Mai);

*la mission conjointe CILSS/FAO sur l'évaluation de la Campagne Agro-pastorale au Mali du 24 au 30 Octobre 1991.

1.2 Budget et Exécution budgétaire au 31 -10-1991.

Le budget retenu pour l'ALB au titre de 1991/92 se chiffre à 39.680.000 F CFA dont 24.780.000 au titre du personnel(1) et 14.900.000 pour celui du fonctionnement. Les engagements des dépenses au 31 Octobre portent sur 9.231.824 F en Personnel et 5.550.783 F au niveau du fonctionnement, soit un taux d'exécution global de 37%.

Au niveau des postes budgétaires, celui du 2.2.1 (carburant et entretien des véhicules) pourrait s'avérer insuffisant compte tenu des réparations déjà effectuées et celles à envisager particulièrement pour la voiture légère (66 CD 2157 A) de l'ALB(2).

(1)Le Personnel se compose de: animateur, assistante, secrétaire un chauffeur, 2 gardiens.

(2)l'ALB dispose d'une voiture tout terrain (Land-Rover) et d'une voiture légère (405)

1.3 Exécution du budget ALB au 31 -10-1991
(tableau 1 en annexe)

1.4 Problèmes et contraintes de l' ALB.

Les activités de l'ALB se déroulent normalement et les rapports étroits et entretenus avec les différents partenaires (structures nationales et organismes/institutions extérieures) permettent l'exécution des programmes retenus sans problèmes ou contraintes importants.

Il est toutefois certains secteurs d'activités qui évoluent difficilement malgré leur importance. Il s'agit de la Centrale d'Information pour laquelle les dispositions pratiques qui ont été prises ne satisfont pas encore son démarrage effectif. Si au Mali, tout porte à croire que la raison se situe au niveau de la surcharge de travail du personnel responsable (Division Statistiques Agricoles de la DNA), en Mauritanie, par contre ce serait toute l'organisation qui est en cause (Personnel pas désigné, absence d'informateurs, etc).

Par ailleurs, l'opérationnalité satisfaisante de la Composante Mali(3) facilite le travail de l'Animation dans ce pays et permet aux différentes structures impliquées de conduire à terme leur programme à la satisfaction de tous les acteurs.

Par contre, en Mauritanie, l'hétérogénéité et la non implication des différentes structures de la Composante dans l'exécution physique du programme DIAPER rend difficile toute expressivité réelle d'un travail de groupe.

(3) L'IER en tant que structure est restée le Chef de File de la Composante Nationale malgré le changement de fonction du Responsable initial.

2 - M A L I

2.1 Rappel du Programme au Mali.

*Conformément à l'Avenant 4 signé entre le Mali et le CILSS en Mai 1991, le Programme de l'année 4 porte sur les actions ci-après:

- *Renforcement de la coordination nationale et gestion de la Centrale d'Information;
- *Renforcement du système de collecte des données statistiques par l'Enquête Agricole de Conjoncture (EAC);
- *Enquête pilote pertes;
- *Recensement du Cheptel;
- *Suivi du Marché à Bétail;
- *Etude d'un bilan aniamlier.

2.2 Etat d'Exécution du Programme au Mali.

Secteur Céréale

2.2.1. Enquête Agricole de Conjoncture (EAC)

*au niveau de son exécution, l'AEC n'a pas souffert de contrainte particulière. Le dispositif de la Campagne précédente (échantillon d'enquête) a été reconduit au niveau de toutes les régions à l'exception de celles de Gao et Tombouctou. Dans ces deux dernières régions, l'enquête n'a pas eu lieu compte tenu de l'insécurité qui y prévaut.

*la formation des enquêteurs s'est déroulée en Juillet/Août et a concerné 5 régions. La parfaite collaboration entre les structures co-responsables de l'enquête (DNA/DNSI) qui s'est instaurée et l'application de diverses recommandations visant à améliorer l'EAC, ont permis de traiter conjointement à temps les données de l'enquête et de dégager les résultats prévisionnels(4) de récolte suffisamment en avance pour la Mission conjointe CILSS/FAO d'Evaluation de la Campagne Agro-Pastorale.

*On observe toutefois, l'absence des Structures du secteur dit moderne dans le déroulement de l'enquête. Ces dernières continuent de conduire un dispositif indépendant et qui leur est propre.

(4) les résultats étaient disponibles au 16 Octobre 1991.

*D'une manière générale et quoique beaucoup d'inquiétudes ont pesé sur le bon déroulement de la Campagne (insécurité, manque de semences et autres intrants essentiels), tout au début des travaux, la suite heureuse des événements, a permis des résultats très significatifs.

*Ainsi la saison agricole a été jugée satisfaisante dans l'ensemble tant sur le plan de la pluviométrie que dans celui du régime de crue et du parasitisme phytosanitaire.

*Les résultats prévisionnels déclarés (en Annexe) portent sur une production brute de : Sorgho 728.917 T; Mil 792.451 T; Paddy 444.528T; Maïs 225.868T et Fonio 37.609T soit globalement 2.229.443T.

2.22. Enquête Pilote Consommation Céréalière en Milieu Rural

*Il est à noter que cette enquête pilote a démarré en Février 1990. Les résultats attendus en Juin 1991 ont été finalisés en Septembre 1991 avec l'appui des Missions Brilleau de l'ECA dont la dernière s'est située en Octobre 1991. La publication des résultats est prévue en Novembre 1991.

*Les résultats de l'opération qui seront discutés lors du Séminaire du Praia en Décembre 1991 sont jugés relativement significatifs.

*La discontinuité dans le suivi et l'implication de plusieurs agents à différentes étapes de l'enquête a constitué le problème majeur de cette opération. La leçon à tirer de cette situation serait l'identification et la responsabilisation du noyau responsable d'une telle opération au début du processus pour mieux pérenniser les actions de formation.

2.2.3. Enquête Pilote Perte Céréalière

*Cette opération a été ajournée pour l'ensemble des pays pour cause du retard apporté à son exécution par l'assistance Italienne

2. 3. Secteur Elevage

*Dans ce secteur trois opérations sont concernées à savoir : (a) le Recensement du Cheptel, (b) le Suivi des Marchés à Bétail et (c) l'Etude d'un Bilan Animalier.

2. 3.1. Recensement du Cheptel

*L'opération s'exécute conformément à son calendrier prévisionnel. La première phase s'est déroulée dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao de Mars à Avril; le traitement de cette phase a pris fin en Juillet 1991.

*Il ressort du bilan des opérations de la première phase que (a) le programme de collecte a été satisfaisant pour les régions de Tombouctou et Mopti, (toutes les localités à enquêter;

zones de concentration, villages et sections d'énumération prévus ont fait l'objet d'enquête); (b) pour la région de Gao et pour cause de l'insécurité, l'enquête n'a pas été réalisée dans les cercles de Kidal et Ménaka, et elle n'a été que partielle dans ceux d'Ansongo et de Bourem.

Aussi il a été retenu par le Comité Technique du Recensement du Cheptel National, (1) de reconduire l'enquête dans les cercles de Kidal, et de Ménaka et à la même période de référence (Mars-Avril) (2) d'effectuer également un complément d'enquête toujours à la même période à Ansongo et Bourem pour revoir éventuellement le coefficient d'extrapolation utilisé pour déterminer l'effectif du Cheptel dans ces dits cercles.

La seconde phase de l'enquête se déroule dans les 1ère, 2ème, 3ème 4ème régions (5) et le District de Bamako. Le lancement officiel des opérations a eu lieu à Kayes le 11 Octobre 1991 par le Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Environnement en présence de l'Animateur Local DIAPER.

La fin des opérations de collecte est prévue pour Décembre 1991 et celle du traitement des données pour Janvier/Février 1992. Les résultats finaux de l'enquête et leur publication doivent intervenir en Mars/Avril 1992.

Il reste souhaitable que l'appui technique de l'ECA se poursuive jusqu'à la fin de l'opération.

2. 3.2. Suivi des Marchés à Bétail

*Cette opération se déroule sans contrainte majeure et les préoccupations restent l'élargissement du nombre des marchés à suivre et pouvoir identifier le mouvement des marchés des pays voisins.

*Les informations qui sont recueillies sont traitées et publiées dans des rapports du Synthèse(6). Un programme de diffusion hebdomadaire à la radio et à la télévision des prix observés sur les marchés est exécuté périodiquement.

*Les nouvelles Autorités estiment toutefois indispensable l'évaluation de cette opération et souhaitent organiser un Forum en fin Novembre 1991 sur la réalité de l'importance de l'opération auprès des opérateurs privés. Une requête de financement de ce Forum a été soumise à la Délégation CCE. L'intervention du DIAPER a été également sollicitée.

(5) Régions de Kayes, Ségou, Koulikoro, Sikasso.

(6) Le dernier rapport date de Juin 1991.

2. 3.3. Etude d'un Bilan Animalier

*Cette opération pilote a pour finalité, à l'image du bilan céréalier, de bâtir un cadre cohérent d'enregistrement des principales données du secteur élevage en rapport avec la sécurité alimentaire et permettre de dégager ainsi une balance entre ressources et emplois des produits de ce secteur.

*Il faut toutefois reconnaître que si le principe de l'étude avait été accepté dans la programmation (Février/Mars 1991) la formulation du cadre de référence de l'étude et l'établissement du budget s'y rapportant, n'ont été effectifs, qu'en Juin 1991 (7) par la mission Oumar Coulibaly de l'ECA. La mise en place du budget de l'opération n'est par ailleurs intervenue qu'en Octobre 1991(8) après acceptation du cadre de référence et la proposition d'un calendrier pour son exécution par la Direction Nationale de l'Elevage(9).

*Selon le calendrier initial, l'étude doit être achevée au 30 Janvier 1992 et la production du rapport final interviendra en Février 1992.

2. 4. Budget et Etat d'Exécution/Composante Mali. au 31-10-1991

2. 4.1. Mise en Place du Budget:

*Le budget retenu pour la Composante Nationale a été initialement arrêté à 39.200.000F CFA et comprend : l'EAC (23.500.000), Suivi Marché Bétail (4.000.000) complément recensement Cheptel (3.400.000F); Coordination et Gestion Centrale (2.300.000) et Opérations Pertes (6.000.000). A ce budget est venu s'ajouter, celui de l'Etude du bilan animalier (4.000.000); ce qui porte le budget global à 43.200.000F CFA.(10)

*Outre l'avance consentie par l'ECA en Mai/Juin, les autorisations d'avance budgétaire étaient données par Bruxelles dès Août 1991. Ce faisant, les différents appels de fonds sollicités par la Composante ont été honorés. A la date du 31 Octobre l'avance globale totalisait 19.600.000 F CFA soit 40 % du budget alloué. Par ailleurs la totalité du solde du recensement du cheptel y compris le complément de 4ème année, soit 30.866.000 F CFA ont été disponibles pour les interventions de la 2ème phase.

(7) Rapport de mission Oumar Coulibaly (6-7 Juin 1991) au Mali.

(8) Lettre 0313/DNE du 28 Août 1991.

(9) Téléx CILSS/PDP/120/91 du 4-10- 1991 à la CCE Bamako.

(10) : Le reliquat du budget du recensement du Cheptel devant couvrir les opérations de la 2ème phase de cette enquête n'est pas inclus dans ce montant.

2.4.2. Etat d'Exécution du budget Composante du Mali.

Opérations	Structures	Budget en 1000FCFA	Avances budgé. 1.000 F	Solde 31-10-91 1.000 F	Montant Justif.
EAC	DNSI/DNA	23.500			
Suivi Mar- chés Bétail	OMBEVI	4.000			
Recensement Cheptel	OMBEVI/ DNE/DNSI	3.400			
Coordinat. gest. Centra	IER	2.300			
O. Pertes	DNSI	6.000			
Bilan Animalier	DNE	4.000			
TOTAL		43.200	19.600	23.600	15.592.450!

2.4.3. Etat des Justificatifs

Si le tableaux (2.4.2) fait ressortir en année 4, un montant justifié à la date du 31 Octobre 1991 de 5.592.450 sur une avance budgétaire de 19.600.000, les comptes de l'année 3 donnent toujours un résultat à solder(*).

2.5 Problème et Contraintes

*Le déroulement du Programme ne souffre pas de problèmes particuliers. S'il est que certaines activités, et notamment la mise à jour de la Centrale d'Information, restent marginalisées, la majorité des actions programmées continue de s'exécuter normalement.

*Pour le cas particulier de la Centrale, l'affectation d'un personnel spécifique chargé de sa gestion pourrait être une solution à retenir.

 (*) Toutes les opérations ne sont pas encore terminées
 (Recensement du Cheptel, Enquête Consommation...).

*L'implication des structures d'encadrement du secteur moderne dans le déroulement du dispositif de l'EAC n'est toujours pas acquise. Ces structures poursuivent leurs collectes et le traitement de celles-ci hors du circuit DNA/DNSI. Aussi demeurent toujours posés les problèmes de coordination et l'harmonisation des méthodologies utilisées. La transformation toute récente de la plupart des opérations de développement en Offices ne pourrait certainement que prolonger la situation observée compte tenu de l'indépendance fonctionnelle plus grande que les dites institutions prendront vis à vis de l'appareil administratif classique.

*Sur le plan de la gestion administrative et financière, le retour des pièces justificatives des dépenses continue d'accuser des retards (11) malgré les nombreux rappels.

2.6 Suivi Alimentaire

*La campagne 1990/91 a été d'un niveau moyen et certaines zones suivies par le Système d'Alerte Précoce (SAP) étaient classées en situation de Crise Alimentaire. Une assistance alimentaire gratuite a été jugée indispensable pour certaines des dites localités et une disponibilité alimentaire plus grande par un approvisionnement normal en céréales était reconnue essentielle pour les zones du Nord.

*Au 30 Septembre 1991, l'aide gratuite programmée par le SAP et dont la distribution est effective, atteint 12.204 tonnes. Il s'y ajoute un programme complémentaire de 3.400 tonnes exécuté par les Autorités Politiques et certaines ONGs; ce qui ramène le volume global de l'aide gratuite à 15.604 tonnes.

*Il convient également de souligner l'action supplémentaire des ONGs dont l'assistance à consister en dotation gratuite en vivres, vente subventionnée et en Food For Work.

*Ces différentes actions ont contribué à améliorer les ressources alimentaires.

*Au niveau des Prix des céréales sur le Marché, la tendance générale observée a été leur hausse progressive de Mai à Juillet confirmant l'insuffisance des récoltes de la campagne. D'une manière générale, les prix ont été supérieurs à ceux 1990.

Le marché enregistre cependant une baisse des prix depuis Août 1991 qui se poursuit, ce qui confirme le caractère reconnu exceptionnel à la récolte attendue et fait craindre une forte chute des prix aux producteurs.

(11) La Délégation CCE attend toujours un justificatif pour une dépense de 275.000 F CFA de l'Année 2.

3 MAURITANIE

3.1 Rappel du Programme.

*Conformément à l'Avenant signé en Mai, le Programme retenu en Mauritanie porte sur:

(a) l'Appui au système permanent de collecte de l'Enquête Suivi-Prévision -Estimation de Récoltes (ESPER) incluant l'enquête Stocks Paysans;

(b) le suivi du Marché Céréaliier;

(c) l'enquête Pilote sur les pertes;

(d) l'appui à la coordination et la gestion de Centrale d'Information;

(e) l'assistance pour un voyage d'étude pour s'enquérir de l'expérience Malienne en matière de recensement du Cheptel et l'organisation d'un séminaire/rencontre Collecteurs/Décideurs de l'information.

3.2 Etat d'Exécution du Programme

Secteur Céréale

3.2.1 Enquête Suivi-Prévision-Evaluation des récoltes:

*D'une manière générale, le dispositif technique de la Campagne précédente a été reconduit à défaut de n'avoir pu modifier la base de sondage par absence de référentiels.

Certaines innovations importantes ont cependant été apportées. Il s'agit:

(1) de l'identification des cultures de barrage comme typologie distincte, l'observation devrait porter sur un échantillon de 15 à 20 barrages à suivre au Tagant;

(2) l'intégration du système irrigué dans le dispositif de l'ESPER et son suivi devenu effectif. L'échantillon à suivre compte 47 périmètres dont 22 du secteur privé et 25 du secteur dit encadré. Un bureau des statistiques a été ouvert à Rosso (Trarza), et se charge de la supervision des opérations.

*il est également à noter que la période de collecte devrait se situer à partir du mois d'Août pour tenir compte du calendrier réel observé pour le cycle des cultures.

*L'installation tardive de la saison des pluies et le retard apporté au démarrage de la Campagne d'hivernage sur les périmètres irrigués ont repoussé le premier passage de l'enquête au delà d'Août pour certaines régions.

* les résultats prévisionnels de la Campagne 1991/92 ont été estimés à 110.650 tonnes dont Mil 3.919; Sorgho 58.771; Riz 46.552; Maïs 1.408.

*la Campagne est jugée médiocre et se caractérise par une pluviométrie déficitaire et un parasitisme qui a été assez sévère dans le Sud-Est. Par contre, la crue du fleuve Sénégal est jugée assez bonne et doit permettre la mise en culture de superficies supérieures à celles de la dernière Campagne.

3.2.2 Suivi des Marchés Céréaliers.

*le problème d'organisation et la continuité de cette enquête restent entiers. Si l'opération Pilote qui a porté sur 18 marchés ruraux s'est déroulée à la fin de second trimestre 1991, le traitement des données qui en sont issues et leur publication sont toujours attendus.

*l'envergure de l'opération restera toujours suspendue à l'implication des structures partenaires (Commissariat à la Sécurité Alimentaire, Office National des Statistiques) - implication par ailleurs retardée par absence d'une réelle coordination de la part du Chef de File.

*le réexamen de cette opération et la recherche d'une nouvelle structure à responsabiliser pour son exécution paraissent inévitables si l'on veut respecter l'importance accordée au suivi des marchés par le pays et les organismes partenaires.

3.2.3 Opération Pilote:

*cette opération devait porter sur les pertes céréalières dont l'exécution n'avait pas été faite dans la Campagne précédente. Cependant à l'image des différents pays où cette opération avait été programmée, le gel de cette enquête a été décidé par l'ECA.

3.2.4 Appui et Assistance Divers:

*il s'agit essentiellement des actions qui ont contribué à (a) l'organisation, d'un séminaire à NOUAKCHOTT du 2 au 6 Juillet sur les besoins d'information en Statistiques Agricoles en Mauritanie et qui a regroupé Décideurs et Collecteurs d'information sur la sécurité alimentaire (b) de voyage d'études(12) du Chef de Service des Statistiques Agricoles et du Responsable du bureau technique au Mali pour s'enquérir de l'organisation et du suivi des enquêtes Suivi des Marchés de Bétail, et Recensement du Cheptel

Secteur Elevage

Si le Programme DIAPER, ne comporte pas en Mauritanie, une Composante enquête sur l'élevage, il existe certaines opérations dans ce secteur qui sont conduites par les Statistiques Agricoles en collaboration avec la FAO dans le cadre du Projet Elevage. Il s'agit notamment de l'Opération Pilote Prix et

Circuits commerciaux du Bétail (PRICICOB)(12) exécutée dans les régions de Hod El Chargui, Hod El Gharbi, l'Assaba, le Gorgol et le Brakna.

Par ailleurs, il est souvent rappelé par le SSA et le Projet Elevage les Perspectives de réaliser différentes enquêtes dont : le recensement du Cheptel, le Suivi du Troupeau, l'Etude et Suivi des Marchés à Bétail. Un document/Programme a été élaboré dans ce sens.

3.3 Budget et Etat d'Exécution/ Composante Mauritanie

3.3.1 Mise en place du Budget.

Le solde de l'exercice précédent 1990/91 a été suffisamment significatif pour permettre le démarrage normal des activités retenues. L'on peut considérer que sur un budget global de 49.819.000 F CFA, 14.979.589F CFA, soit 30%, étaient disponibles en début de Campagne. Au 30 Octobre, le volume des dépenses avait atteint 2.728.258 Ouguyas(13), soit 19% du budget Prévisionnel.

(12) Les voyages sont déroulés en Mai et Août 1991.

(13) Soit 9.548.903 F CFA (1 F CFA = 3,5 UM)

3.3.2 Etat d'Exécution du Budget au 31 Octobre.

Opérations	Budget (CFA)	Dépenses (Ouguya)	Solde (Ouguya)	Structure Impliquée
*Enquête Agricole	33.449.500	2.136.017	7.420.983	SSA
Equipement				
Fonctionnement	31.839.500	1.913.014	7.183.986	
Formation	1.085.000	148.820	161.180	
imprevues	525.000	74.183	75.817	
*Stock Paysan	4.077.500	-	1.165.000	SSA
Fonctionnement	4.077.500			
*Marché Céréaliier	5.082.000	306960	1.145.040	SSA
Fonctionnement	4.557.000			
imprevues	525.000			
*Coord. Gest. Centrale	1.190.000	198.495	51.505	SSA
Fonctionnement	1.190.000			
*Enq. Pilote Pertes	5.250.000	-	1.500.000	SSA
Fonctionnement	5.250.000			
*Voyages/Etudes	770.000	86.786	133.214	SSA
Total	CFA 49.819.000			
	Ouguyas	14.234.000	2.728.258	11.415.742

3.2.3 Niveau des Dépenses Justifiées.

La méthodologie retenue pour les dépenses en Mauritanie fait que la situation est jugée plus normale par rapport à celle du Mali. En effet, les avances sont faites en vue des dépenses à apurer. Ce faisant, la masse critique des dépenses à justifier reste toujours dans des proportions très faibles.

3.4 Problèmes et Contraintes.

Si au niveau de l'Organisation on a remarqué l'étoffement du Personnel technique par de nouvelles affectations et le retour des stagiaires améliorant globalement les actions, une dynamique plus fonctionnelle de la structure Chef de File est toujours à rechercher.

Une multiplication d'opérations se fait sans pour autant que suivent les ressources techniques et matérielles adéquates.

Aussi la participation d'autres structures devient de plus en plus indispensable et tout nouveau Programme/DIAPER devrait en tenir compte.

Dans le cadre du Programme actuel, il faut également noter l'inopérationalité de la Centrale d'Information. Cette situation est expliquée par la très faible importance accordée à ce secteur quelque soit par ailleurs, les nombreuses promesses de remédier à cet état de fait. Peut être, serait-il nécessaire de la déplacer en la logeant dans une autre structure la (cellule de planification MDR, ou Direction de l'Agriculture).

3.5 Suivi Alimentaire.

La situation alimentaire avait été jugée critique dès le dernier trimestre 1990; cet état s'est vu confirmer par la faiblesse de la production finale de la Campagne 1990/91 qui se chiffre à 75.000 tonnes soit l'équivalent de 23% des besoins du pays en céréales.

Un programme d'aide portant sur 80.000 tonnes dont 40.000 tonnes en distributions gratuites avait été reconnu indispensable. Les distributions se sont poursuivies tout au long de la période (Mars -Octobre) évitant des cas de famines dans certaines localités (Tichit).

D'une manière générale, la situation de catastrophe a pu être évitée grâce au niveau de l'aide suffisamment élevé et au volume exceptionnel des importations commerciales.

Aussi d'un déficit prévisionnel de 103.000 tonnes en début d'exercice, le niveau de l'aide reçu et celui des importations commerciales ont modifié considérablement la structure des ressources et permis de dégager un déficit net de 21.571 tonnes en Avril 1991.

Les perspectives de la situation alimentaire restent cependant médiocres, compte tenu du niveau de la production prévisionnelle. Une mobilisation des ressources internes et externes est à réaliser pour maintenir l'équilibre alimentaire.

Conclusions et Perspectives.

De l'exécution et du déroulement du Programme, tel que le reflète la situation décrite ci-dessus, les points suivants peuvent être retenus :

(1) D'une façon générale, les activités programmées pour la 4ème année se déroulent normalement et seule l'opération pilote Pertes Céréales n'a pas connu d'exécution.

(2) Au niveau du secteur céréale:

*L'enquête agricole continue de s'inscrire dans les priorités retenues par les 2 pays. Son organisation et son traitement se sont nettement améliorés au Mali au cours de cette présente campagne, et les deux structures co-responsables de l'enquête ont développé un niveau de concertation et de collaboration très remarquable. En Mauritanie la particularité nouvelle a été de rendre effective l'intégration du système irrigué dans les dispositifs de suivi de l'enquête, et de préciser davantage la typologie des cultures. Le traitement de l'enquête reste cependant à améliorer.

* Les résultats de l'enquête consommation céréalière au Mali sont disponibles, et devraient permettre une analyse comparée avec les résultats issus de l'Enquête Budget/Consommation particulièrement pour le taux de consommation en Riz.

(3) Au niveau du secteur Élevage:

-Le déroulement satisfaisant du recensement du cheptel au Mali doit conduire à des résultats pratiques dignes d'intérêt pour la Mauritanie;

-Il en serait de même pour le suivi des marchés à bétail; une fois l'évaluation de cette opération réalisée.

(4) Sur les perspectives immédiates, il s'agit de finaliser le recensement du cheptel et l'étude du bilan animalier au Mali;

-De porter un effort particulier sur la gestion des centrales d'information et;

-Préparer les différents documents techniques, comptables et financiers requis pour la fin du Projet.

A N N E X E S

M A L I

Enquête de Conjoncture 1992 Prévision de récoltes
(Y compris Secteur Moderne)

! Régions	! Mil	! Sorgho	! Riz	! Maïs	! Fonio	! Total
! Kayes	! 15.967	! 66.555	! 132	! 21.615	! 22	! 104.291
! Koulikoro	! 74.963	! 200.250	! 11.767	! 39.923	! 0	! 326.903
! Sikasso	! 134.561	! 228.351	! 38.120	! 143.164	! 3.900	! 548.096
! Ségou	! 271.210	! 200.369	! 199.182	! 20.058	! 22.240	! 713.059
! Mopti	! 273.984	! 23.961	! 110.791	! 1.108		! 421.291
! Tombouctou	! 19.972	! 7.150	! 62.969			! 90.091
! Gao	! 1.794	! 2.351	! 21.567			! 25.7127
! Total	! 792.451	! 728.987	! 444.528	! 225.868	! 37.609	! 222.9443

MAURITANIE

Estimation Production Campagne 1991/92

! Typologie	! Sorgho	! Mil	! Maïs	! Riz	! Total
! Dieri	! 16.553	! 3.919			! 20.472
! Walo	! 18.058		! 826		! 18.884
! Bas-fonds	! 15.440		! 550		! 15.950
! Décrue-SONADER	! 9.160				! 9.160
! Irrigués					
! SONADER			! 32	! 25.883	! 25.915
! Privés				! 8.748	! 8.748
! Contre saison				! 11.921	! 11.921
! TOTAL	! 58.771	! 3.919	! 1408	! 46.586	! 110.650

SITUATION SUR L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 31/10/91

Code Rubrique	Dépenses		Budget	Solde
	Antérieures	Actuelles		
II	FONCTIONNEMENT			
2.1	Personnel			
211	3.875.000	1.975.000	5.850.000	12.000.000
212	809.325	388.840	1.198.165	2.400.000
213	987.979	489.334	1.477.313	4.080.000
214	189.535	516.811	706.346	1.000.000
215	0	0	0	5.300.000
	S/Total 2.1	3.369.985	9.231.824	24.780.000
2.2	Fonctionnement			
221	856.590	92.060	948.650	1.600.000
222	271.720	41.400	313.120	1.700.000
223	542.706	361.839	904.545	2.500.000
224	805.900	0	805.900	3.000.000
225	0	0	0	1.500.000
226	1.500.000	900.000	2.400.000	3.600.000
227	153.161	25.407	178.568	1.000.000
	S/Total 2.2	4.420.706	5.550.783	14.900.000
	S/Total II	9.991.916	4.790.691	14.782.607
				39.680.000
				24.897.393